

Bulletin Documentaire Insertion



Le Bulletin Documentaire Insertion (BDI) est un support informatif produit par la Direction Générale Adjointe de l'Insertion (DGAI) du Conseil Départemental de la Guadeloupe.

Ce bulletin aborde des thématiques spécifiques et/ou transversales aux actions d'insertion sociale et professionnelle.

Il est ainsi nourri par des sources documentaires multiples : revues spécialisées, presse locale/nationale, études et rapports gouvernementaux.

Il résulte d'une veille sur les évènements, actions, initiatives locales, territoriales, nationales. Le BDI est donc composé de synthèses, tout en proposant un lien permettant d'accéder à l'article de presse intégral.

Ce Bulletin vous est proposé mensuellement, au regard des informations utiles aux professionnels impliqués dans la mise en œuvre des Politiques Publiques du Conseil Départemental de la Guadeloupe, notamment du Programme Départemental de l'Insertion 2022-2028.

Vie publique

Au cœur du débat public

RSA : l'obligation d'heures d'activité, une atteinte aux droits humains selon la Commission des droits de l'Homme

Le 10/01/2025. La Rédaction

[Lien de l'article](#)

En résumé

Depuis le 1er janvier 2025, les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) doivent être inscrits à France Travail et signer un contrat d'engagement prévoyant notamment 15 à 20 heures d'activité hebdomadaire. En cas de non-respect du contrat, les allocataires risquent une diminution du montant du RSA voire une suspension de son versement.

Une déclaration de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), adoptée le 19 décembre 2024, a été publiée au *Journal officiel* du 8 janvier 2025. La CNCDH estime que la généralisation de l'obligation d'heures d'activité en contrepartie du RSA porte atteinte aux droits humains et aux libertés individuelles.



RSA : voici votre nouvelle obligation depuis votre inscription à France Travail

Le 03/02/2025. Téva VERMEL

[Lien de l'article](#)

En résumé

L'inscription à France Travail oblige désormais les bénéficiaires du RSA à remplir l'actualisation mensuelle. Celle-ci doit-être effectuée entre le 28 et le 15 de chaque mois (à partir du 26 du mois en février).

France Travail, CAF : les nouvelles sanctions contre les chômeurs et allocataires du RSA repoussées

Le 12/02/2025.Sarah CORBEEL

[Lien de l'article](#)

En résumé

Un décret fixant les modalités des sanctions applicables aux demandeurs d'emploi qui ne respecteront pas les obligations inscrites dans le nouveau contrat d'engagement est reporté au 1er juin 2025, au plus tôt.

Concrètement, selon les manquements du demandeur d'emploi, comme un refus de signer ou d'actualiser le contrat d'engagement ou de respecter les obligations y figurant (rechercher assidûment un travail, participer à un atelier de recrutement, etc.), une sanction graduée dite « suspension-remobilisation » pourra lui être appliquée. Autrement dit, les allocations chômage ou le RSA pourront être suspendus, voire supprimés. C'est ce décret qui devra définir la durée de la sanction et son montant.



La Ministre du travail, Catherine Vautrin, annonce une simplification des démarches pour les bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité

Le 13/02/2025.Ludovic MARIN

[Lien de l'article](#)

En résumé

La Ministre du Travail a confirmé ce jeudi 13 février, la mise en place de l'automatisation du remplissage des déclarations de ressources des bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité. A partir du 1^{er} mars 2025, les bénéficiaires pourront accéder à une déclaration de ressources préremplie qu'ils trouveront sur le site internet de la Caisse d'allocations familiales (CAF). Cette réforme a pour objectif de limiter les erreurs et les incohérences qui engendrent des contrôles et des versements d'indus.



INSERTION ET EMPLOI



Le
Media
Social

Réforme France Travail : le diagnostic global

Le 03/02/2025. Marine DERQUENNE

[Lien de l'article](#)

En résumé

Dans le cadre de la réforme du service public de l'emploi, les personnes inscrites sur les listes de France Travail doivent être orientées vers l'organisme le plus adapté à leur situation.

Le Référent d'accompagnement désigné établit un "diagnostic socio-professionnel global" (à 360) qui vise l'évaluation des besoins, l'identification des aspirations professionnelles et la prise en compte des contraintes et difficultés personnelles de la personne.



**France Travail 4^{ième} trimestre 2024 :
légère hausse des demandeurs d'emploi**

Le 11/02/2025.

[Lien de l'article](#)

En résumé

En Guadeloupe, le nombre des demandeurs d'emplois s'élève à 41 100 personnes au 4^{ième} trimestre 2024. Mais, ce nombre diminue de 2,5% sur une année.



INSERTION ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION



Cour des comptes : comment organiser l'accompagnement social des publics en difficulté ?

Le 21/01/2025. Noémie LETELLIER

[Lien de l'article](#)

En résumé

Dans un rapport public publié le 20 janvier 2025, la Cour des Comptes s'est intéressée à l'accompagnement social effectué par les Caisses d'Allocations Familiales (CAF) et les départements. Cette enquête menée sur l'efficacité des dispositifs sociaux de 6 Départements et CAF met en évidence :

- une difficulté d'identification des publics cibles,
- une intensité limitée de la prise en charge,
- une dépense d'accompagnement maîtrisée, mais une absence de résultats.

Ce rapport formule également des propositions pour améliorer la prise en charge des publics en difficulté.



Et si la pauvreté n'était plus une fatalité ?

09/02/2025. Annaick DEMARS

[Lien de l'article](#)

En résumé

Selon le dernier rapport de l'Observatoire des inégalités publié en décembre 2024, 8% de la population française vit sous le seuil de pauvreté, soit 5,1 millions de personnes en France. Sur ce constat, le Collectif "Alerte" lance une pétition citoyenne, une campagne d'affichage et un recours préalable afin que l'Etat se fixe un objectif de réduction de la pauvreté sur son territoire.

Ce documentaire de France 3 inclut des interviews de représentants d'associations en charge de la lutte contre la pauvreté.



INSERTION ET AIDES SOCIALES



AAH : augmentation ou suppression définitive prévue pour l'aide de la CAF en février, selon votre profil

08/02/2025.Damien

[Lien de l'article](#)

En résumé

En Février 2025, la révision annuelle de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) se base sur les ressources de 2023 et de l'inflation. Le montant maximal de l'AAH s'élève désormais à 1016,05 euros mensuels. En cas de baisse injustifiée, l'auteur indique les voies de recours possibles.



France Travail : les aides incontournables pour les demandeurs d'emploi en 2025

Le 05/02/2025.Jugurtha AIT KADI

[Lien de l'article](#)

En résumé

Pour faciliter l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi de 18 ans et plus, notamment des parents isolés, France Travail met en place (sous conditions) plusieurs dispositifs financiers couvrant les dépenses liées à la mobilité, la formation, au logement, à l'équipement informatique et à la garde d'enfants.



INSERTION ET INITIATIVE DES TERRITOIRES



1er Salon qui met à l'honneur la Silver Economie

28/01/2025. Marie VANDEWESTYNE

[Lien de l'article](#)

[En résumé](#)

Dans un contexte d'accélération du vieillissement de la population de Guadeloupe, d'ici 2030, la CCI des îles de Guadeloupe a organisé le 30 et 31 janvier 2025, le 1^{er} Salon des services à la personne et de la Silver économie au CWTC de Jarry. Ces deux journées thématiques visaient à :

- réunir les institutionnels et les acteurs professionnels, à sensibiliser sur les défis spécifiques au secteur et à mieux informer le grand public d'une part,
- générer les emplois et services nécessaires dans les domaines des services à la personne et de la Silver Economie, d'autre part.



Précarité alimentaire : des cartes prépayées entre 20 et 40 euros par mois distribuées aux étudiants loin des restos U

Le 01/02/2025. Cassandre LERAY

[Lien de l'article](#)

[En résumé](#)

Un coup de pouce financier va être proposé à partir du 1^{er} février 2025 à 100 000 étudiants éloignés des Restaurants Universitaires. L'aide versée sous forme de cartes prépayées s'élève à 40 euros par mois pour les boursiers et 20 euros par mois pour les non-boursiers, avec majoration de 10 euros dans les territoires ultramarins.

Toutefois, cette mesure est fustigée par les organisations de jeunesse estimant le montant « dérisoire », voire « indécent ».



INSERTION ET JEUNESSE



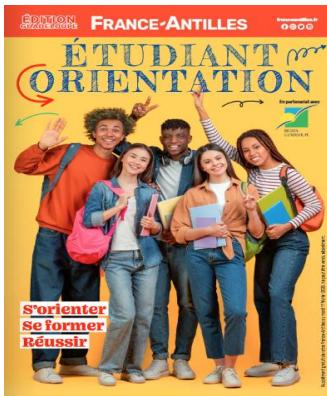
Salon de l'Orientation, de la Formation et des Métiers

11/02/2025.

[Lien de l'article](#)

En résumé

Du 12 au 14 février 2025, la Région Guadeloupe a présenté le Salon de l'Orientation de la Formation et des Métiers en partenariat avec l'Académie de Guadeloupe, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Iles de Guadeloupe, la Chambre de métiers et de l'artisanat de Guadeloupe, au Campus de la formation sur le site de Roujol, à Petit-Bourg. Ce rendez-vous s'inscrit dans une démarche d'accompagnement des jeunes et des publics en quête d'orientation. Il a pour objet l'accès à l'information en favorisant les échanges avec les acteurs clés du monde professionnel et éducatif.



Guide de l'orientation pour Etudiants

11/02/2025. Sandra LAURENCERY

[Lien de l'article](#)

En résumé

Ce magazine, édité en supplément du quotidien France-Antilles, répond de façon complète aux attentes des étudiants sur les aides, les cursus et dispositifs destinés à chacun pour concrétiser leurs ambitions et au regard des besoins du territoire.

Ce guide propose 15 rubriques, dont une double page (20-21) consacrée à la présentation du dispositif d'aides destiné aux étudiants et futurs bacheliers, financé par le Conseil Départemental.

Edition Février 2025

BULLETIN DOCUMENTAIRE INSERTION



Direction Générale Adjointe de l'Insertion (DGAI)



Vers une Insertion durable

- ✉ Hôtel du Département - Boulevard du Gouverneur Général Félix Eboué - 97100 BASSE-TERRE
- ☎ Tel : 0590 99 77 27 – 0590 99 77 33
- ✉ dgai@cg971.fr
- 🌐 [www.cg971.fr](http://insertion.cg971.fr)
<http://insertion.cg971.fr>, un portail dédié à l'insertion
[www.job971.fr](http://job971.fr), une plateforme Emploi au service des recruteurs et des bénéficiaires du RSA

Equipe Projet DGAI :

Cindy BOLOSIER
Chargée de Mission

Moïra ANDRE
Conseillère Numérique

Allan AÏE
Apprenti "Management"

